



Direction départementale de la Protection des
Populations de la Drôme
Service protection de l'environnement
Dossier suivi par : Magali DARODES
Tél. : 04 26 52 21 61
fax : 04 26 52 21 62
mail : ddpp@drome.gouv.fr

PRÉFET DE LA DRÔME

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2019058-0010

PORTANT MISE EN DEMEURE

AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**à l'encontre de M. RAILLON Wilfrid dont l'élevage de volailles de chair est
situé quartier Dégout à SAOU**

Le Secrétaire Général de la DRÔME

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations d'élevage relevant du régime de l'autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°1481 du 12 avril 1996 délivré à M. RAILLON Wilfrid pour l'exploitation de 2 bâtiments permettant d'élever 45 000 animaux-équivalents sur la commune de SAOU concernant notamment la rubrique 2111-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°10-3322 du 11 août 2010 de prescriptions complémentaires actant de la compatibilité de l'élevage avec la directive 2008/1/CE du 15 janvier 2008 appelée directive IPPC ;

VU le récépissé de déclaration de changement notable non substantiel du 16 avril 2014 actant l'extension de l'élevage par la création d'un troisième bâtiment portant l'effectif total de l'élevage à 53 000 places ;

VU la prise d'acte du 28 septembre 2017 de l'augmentation de l'effectif passant de 53 000 à 56 000 places ;

VU les rapports de l'inspecteur des installations classées de la Direction Départementale de la Protection des Populations de la Drôme en date des 18 mars 2016 et 11 février 2019 suite aux visites de l'élevage des 15 mars 2016 et 7 février 2019 et transmis à l'exploitant par courrier en date des 18 mars 2016 et 11 février 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 7 février 2019, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté des faits constituant un manquement aux dispositions des articles 3 et 37 de l'arrêté ministériel susvisé et que M. RAILLON n'a pas mis en place à l'échéance du 30 avril 2016 les moyens permettant de mettre son installation en conformité avec la réglementation en vigueur à savoir la tenue d'un cahier d'épandage et le respect de l'effectif autorisé ;

CONSIDERANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure M. RAILLON de respecter les prescriptions/dispositions des articles 3 et 37 de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

AR R E T E

ARTICLE 1 : M. RAILLON Wilfrid est mis en demeure :

- de respecter l'article 3 en ne dépassant pas l'effectif autorisé de 56 000 places au moment des mises en place des animaux ou en déposant un dossier de régularisation administrative pour le nouvel effectif élevé
- de respecter l'article 37, en tenant à jour un cahier d'épandage pour chaque campagne culturale et en transmettant à l'inspection celui de la campagne en cours

au plus tard 30 jours après la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus aux articles R.514-3-1 et R.515-27 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera notifié à M. RAILLON Wilfrid. Une copie sera déposée en mairie de SAOU et tenue à la disposition du public.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme, le Directeur de la Protection des Populations, le Maire de la commune de SAOU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Fait à Valence, le 26 février 2019

Le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat,

Patrick VIELLESCAZES